

110n4 Côte d'Ivoire : le régime particulier des succursales du secteur pétrolier

- A. n° 011-MC/CAB, 29 juin 2016, portant fixation des modalités administratives du bénéfice de la dispense de l'obligation d'être apportées à une société de droit ivoirien

L'application du droit OHADA des sociétés commerciales a suscité chez les entreprises s'implantant et se développant dans la sous-région un engouement pour la création de succursales bien plus grand que le rôle secondaire qui leur avait été assigné par les textes. La réforme de 2014 ne devrait pas y changer grand-chose. C'est d'ailleurs ce que tend à illustrer l'arrêté n° 011-MC/CAB du 29 juin 2016 du ministre du Commerce de la République de Côte d'Ivoire.

Avant la réforme de 2014, la tolérance du droit OHADA envers les succursales des personnes étrangères était telle que leur immatriculation pouvait être prorogée tous les 2 ans sur simple autorisation ministérielle. Depuis la réforme, elles ne peuvent plus éviter d'être apportées à une société de droit OHADA au-delà d'un délai de 4 ans après leur création, à moins d'être soumises à un *régime particulier*, à savoir une réglementation sectorielle ou dérogatoire applicable aux sociétés qui exercent une activité d'une nature spécifique ou accomplissent une mission d'intérêt général (CCJA, avis n° 002/2016, 18 oct. 2016 : LEDAF févr. 2017, n° 110d2, p. 4, note Martor B.). Face à des critères aussi peu restrictifs (toute activité recèle une part de spécificité), les États peuvent aisément s'affranchir du principe posé par la réforme, et l'arrêté n° 011-MC/CAB en est un bon exemple. En effet, ce texte prévoit une dispense illimitée d'apport à une société de droit ivoirien des succursales titulaires d'une convention pétrolière ou d'un contrat de louage de services avec une société pétrolière. Il est notoire que les grands acteurs du secteur apprécient de pouvoir gérer leurs activités à l'étranger avec souplesse, d'où l'intérêt des succursales. Les autorités ivoiriennes ont ainsi exploité les largesses du droit OHADA pour leur proposer des conditions favorables d'exercice dans le pays, d'autant qu'une fiscalité simplifiée s'appliquait déjà aux prestataires de services pétroliers opérant sous forme de succursale. Le ministre n'en est pas moins resté ferme sur le principe : à défaut de dispense, les succursales caduques doivent se régulariser avant le 1^{er} juin 2017, sous peine de radiation.

Reste que si le particulier devient commun et si le dérogatoire devient normal, pourquoi ne pas acter le renversement du principe et prévoir qu'en droit OHADA, une personne étrangère peut sauf exception exercer une activité locale sous forme de succursale ? En l'état, l'objectif d'harmonisation entre États à titre permanent membres est doublement contrarié : d'une part, la norme supranationale se laisse trop facilement supplanter par l'émergence de règles de droit interne hétéroclites ; d'autre part, la norme supranationale encourage indirectement la mise en concurrence des systèmes juridiques nationaux des États membres quant au choix du lieu de constitution d'une société, puisqu'une société de droit OHADA peut, à l'inverse d'une société étrangère, enregistrer des succursales à durée illimitée sur l'ensemble du territoire de l'Organisation. La décision de se constituer dans un pays de l'espace OHADA peut donc se prendre au détriment des autres, ce qui est discutable au regard de l'esprit du traité.

Olivier Bustin, docteur en droit, avocat aux barreaux de Paris et de Lisbonne, Vieira de Almeida & Associados, professeur invité à l'université Bel Campus de Kinshasa